

Allô Bercy?

PAS D'AIDES PUBLIQUES
AUX GRANDES ENTREPRISES
SANS CONDITIONS

N° 4 — MAI 2022

CAC40 : “TOUT VA TRÈS BIEN, MADAME LA MARQUISE”

APRÈS PLUS DE DEUX ANS DE PANDÉMIE ET PLUS DE DEUX MOIS DE GUERRE EN UKRAÏNE, LES GRANDES ENTREPRISES FRANÇAISES TRANSFÈRENT PLUS DE 80 MILLIARDS D'EUROS À LEURS ACTIONNAIRES. SOIT UNE HAUSSE DE 57% PAR RAPPORT À L'ANNÉE DERNIÈRE.

Dans un contexte pourtant difficile, les bénéfices, dividendes et rachats d'actions du CAC40 explosent, de même que la rémunération engrangée par leurs dirigeants. Les groupes qui s'illustrent par leurs excès figurent aussi parmi ceux qui ont bénéficié le plus des aides publiques mises en place suite à la pandémie de Covid-19. Pourtant, l'exécutif refuse toujours d'envisager une taxation exceptionnelle des profits ou des rémunérations des actionnaires.

APRÈS PLUS DE DEUX ANS DE PANDÉMIE, DES RECORDS À LA PELLE :



100 %
DES GROUPES ONT OBTENU
DES AIDES PUBLIQUES



2/3
DU CAC40 BATTENT LEURS
RECORDS HISTORIQUES DE
PROFITS



4 GROUPES DÉPASSENT LES
12 MILLIARDS
D'EUROS DE BÉNÉFICES :
TOTALENERGIES, STELLANTIS,
LVMH ET ARCELORMITTAL



PLUS DE
80 MILLIARDS
D'EUROS POUR LES ACTIONNAIRES
AU TOTAL (+ 57 %)



RECORD
DE RACHATS D'ACTION :
23 MILLIARDS
D'EUROS EN 2021 (+ 200 %).



RECORD DE DIVIDENDES :
57,5 MILLIARDS
D'EUROS SUR LES PROFITS 2021
(+ 33 %)



PRÈS DE
237 MILLIONS
D'EUROS POUR LES PATRONS
(+ 23 %)



PLUS DE
17 000 EMPLOIS
SUPPRIMÉS EN FRANCE EN 2021.

Fi de la guerre, de la pandémie, de l'inflation et du dérèglement climatique ? Dans un contexte pourtant marqué par des crises multiples et une remise en cause des fondements de l'ordre économique international, les groupes du CAC40 ont abordé leurs assemblées générales annuelles 2022 sur l'air de « Tout va très bien, madame la marquise ». **Records de bénéfices, records de dividendes, records de rachats d'actions, records de rémunérations patronales...** Cela ressemble à une véritable curée, rendue possible par l'argent public avec la bénédiction du pouvoir exécutif.

Dans le même temps, les suppressions d'emplois se poursuivent dans la plupart des multinationales tricolores, à l'exception de quelques groupes de services à distance (Teleperformance, Capgemini) dont l'effectif explose... à l'international. L'adage selon lequel « les bons résultats du CAC40 seraient les emplois de demain », repris en boucle par l'exécutif, ne résiste pas à l'épreuve des faits.

Dans un contexte de guerre en Ukraine et de fin sans fin de l'épidémie de Covid-19, les groupes du CAC40 ont continué à profiter à plein de dizaines de milliards d'aides publiques. 100 % des groupes du CAC40 ont profité au moins d'une des nouvelles aides mises en place pour faire face à la pandémie et à ses conséquences – et le plus souvent de plusieurs aides. Aux aides d'urgence (PGE, chômage partiel, reports de charges et cotisations) se sont ajoutés des plans sectoriels et le plan de relance qui a profité de manière disproportionnée aux grandes entreprises, la baisse des impôts de production, les achats de dette des banques centrales, le plan France 2030, de nouvelles aides à l'embauche, les aides aux industriels sur les prix de l'énergie, et les nombreux autres plans mis en place au nom de la « relocalisation » et de la « souveraineté économique ». Ce qui n'empêche pas les milieux d'affaires de réclamer aujourd'hui de nouvelles aides et de nouvelles baisses d'impôts.

Cela forme un contraste saisissant avec la situation des ménages confrontés aux conséquences de l'inflation. La richesse du CAC40 est très peu redistribuée, les négociations de revalorisation salariale ayant patiné dans de nombreux groupes. **Les grandes entreprises françaises ont profité de la manne sans faire grand chose pour se préparer aux crises futures et à leurs répercussions,** que ce soit à court terme avec la guerre

en Ukraine et les tensions d'approvisionnement venues s'ajouter à celles déjà existantes du fait de la pandémie, ou à court, moyen et long terme avec le dérèglement climatique.

STELLANTIS, TOTALENERGIES, SANOFI : DES CHAMPIONS TRÈS AIDÉS

On constate que certains des groupes les plus aidés du CAC40 sont aussi ceux qui suppriment le plus d'emplois et gâtent le plus leurs patrons et actionnaires. Sur les 6 groupes du CAC40 qui versent le plus de dividendes au titre de l'année 2021, 5 ont encore supprimé des milliers d'emplois au cours de l'année écoulée. Ces mêmes groupes figurent aussi souvent parmi ceux qui versent les rémunérations les plus astronomiques à leur PDG.

▶ Alors que la rémunération de **Carlos Tavares** (19,1 millions d'euros) fait scandale et que plus de **3 milliards** d'euros de dividendes doivent être versés aux actionnaires, **PSA/Stellantis** a supprimé **plus de 17 000 emplois** dans le monde en 2021 et a déjà annoncé d'autres suppressions en 2022. Or PSA/Stellantis a bénéficié des dispositifs du chômage partiel, de baisses d'impôts de production, du plan automobile et d'autres programmes des plans de relance et France 2030, ainsi que du soutien de la BCE pendant la pandémie.

▶ Après son bénéfice record de 14 milliards d'euros en 2021, TotalEnergies conserve la médaille d'or des dividendes du CAC40 en versant **près de 6,8 milliards d'euros** à ses actionnaires, à quoi s'ajoutent 1,8 milliard de rachats d'actions. Le groupe prévoit déjà d'augmenter le dividende pour 2022 (+5%) et son programme de rachats d'action (+3 milliards d'euros). Bien que TotalEnergies ait profité du plan automobile et du plan hydrogène, ainsi que du soutien de la BCE et de la baisse des impôts de production, la multinationale a tout de même supprimé des emplois en 2020 (-2300) et en 2021 (-4167). Malgré ces

suppressions d'emplois dans le monde en 2021, dont **700 en France**, Patrick Pouyanné a touché en 2021 la jolie somme de **5,9 millions** d'euros (+52% par rapport à 2020). Le groupe engrange à nouveau un bénéfice record au premier trimestre 2022 grâce à la hausse des prix de l'énergie provoquée par la guerre russe en Ukraine – et ce alors même que le groupe est étroitement lié au régime russe, et fait tout ce qu'il peut pour préserver ses investissements dans le pays.

▶ Tête de gondole des profiteurs de crise, Sanofi, qui avait affiché un bénéfice de 12 milliards la première année de pandémie, distribue plus de **4 milliards d'euros à ses actionnaires** au titre de 2021. Son PDG, Paul Hudson se voit rémunéré à la hauteur de près de 11 millions d'euros. Pourtant en 2021, Sanofi aura **supprimé presque 4000 emplois**, dont une petite centaine en France. Pire encore, la firme pharma a bénéficié du chômage partiel, d'un plan pour la relocalisation du médicament, de baisse d'impôts de production, et du soutien de la BCE pendant la crise Covid.

▶ **Jackpot du côté du secteur financier.** BNP Paribas et Axa versent respectivement 4,5 milliards et 3,7 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2021, avec **plus de 3500 suppressions** de postes dans le monde chacun. Les deux groupes ont largement profité de la baisse des impôts dits de production, ainsi que des largesses de la BCE. >>>



CERTAINS DES GROUPES LES PLUS AIDÉS DU CAC40 SONT AUSSI CEUX QUI SUPPRIMENT LE PLUS D'EMPLOIS ET GÂTENT LE PLUS LEURS PATRONS ET ACTIONNAIRES.

LE TOP 6 DES DIVIDENDES	MILLIARDS D'EUROS AUX ACTIONNAIRES (DIVIDENDES ET RACHATS D' ACTIONS)	EMPLOIS EN 2021	MILLIONS D'EUROS DE RÉMUNÉRATION POUR LE PDG
TOTALENERGIES	8,6 (+14%)	- 4 167	5,9 (+52%)
BNP PARIBAS	5,4 (+291%)	- 3 554	4,1 (+9%)
AXA	5,1 (+37%)	- 4 148	5,1 (+27%)
LVMH	5 (+66%)	+ 25 1683	7,9 (+44%)
SANOFI	4,6 (-5%)	- 3 970	10,9 (-3%)
STELLANTIS	3,3 (+124%)	-17 285	19,1

» Grand luxe pour Bernard Arnault cette année, qui touchera **presque 8 millions** d'euros en tant que PDG, sans compter les dividendes sur les actions LVMH qu'il détient en direct et via son groupe familial. Le 21 avril dernier, LVMH a voté un dividende de 5 milliards d'euros, soit le **deuxième plus gros dividende** (derrière Total) du CAC40. A l'image d'autres grandes entreprises, LVMH s'est vu accorder le chômage partiel, des baisses d'impôt de production et le soutien de la BCE.

PLUS DE 80 MILLIARDS POUR LES ACTIONNAIRES
Les deux tiers du CAC40 ont battu en 2021 leurs records historiques de profits, avec une poignée de groupes dépassant les 12 milliards d'euros : TotalEnergies, Stellantis, LVMH et ArcelorMittal¹. Des profits qui ont été rendus possibles, au moins indirectement, par les dizaines de milliards d'euros d'aides publiques débloquées pour les "sauver" durant la crise. Aides dont elles continuent à bénéficier aujourd'hui alors qu'elles ne sont manifestement pas dans le besoin.

Noyé dans l'argent public, le CAC n'a pas choisi d'utiliser ses profits pour investir dans la transition, créer de l'emploi ou augmenter les salaires, mais a une nouvelle fois priorisé ses actionnaires.

D'abord en rachetant des actions propres en vue de les annuler, afin d'entretenir à la hausse la valorisation boursière du groupe et de satisfaire les actionnaires. Un record historique a été atteint dans ce domaine, avec 23 milliards d'euros en 2021 (un chiffre qui n'inclut pas les programmes de rachats d'actions annoncés fin 2021 et qui se sont poursuivis en 2022).

Ensuite en augmentant à nouveau leurs versements de dividendes. Les dividendes proposés aux AG 2021 par les groupes du CAC40 s'élèvent à 57,5 milliards d'euros – également un record historique, alors même que deux poids lourds de l'indice parisien, Renault et Unibail, n'ont pas repris leurs versements aux actionnaires. C'est une augmentation de 33% par rapport à 2020.

Cela représente au total une gratification de 80 milliards d'euros pour les actionnaires du CAC40 au titre de l'année 2021.

Les principaux bénéficiaires de ces versements de dividendes et de ces rachats d'actions sont comme d'habitude le groupe Arnault (2,4 milliards d'euros de dividendes pour 2021) et BlackRock (plus de 2 milliards d'euros). Ils sont suivis par l'État français (en incluant Bpifrance et

hors Caisse des dépôts et consignations) et les familles Bettencourt et Pinault.

PRÈS DE 237 MILLIONS D'EUROS POUR LES PATRONS

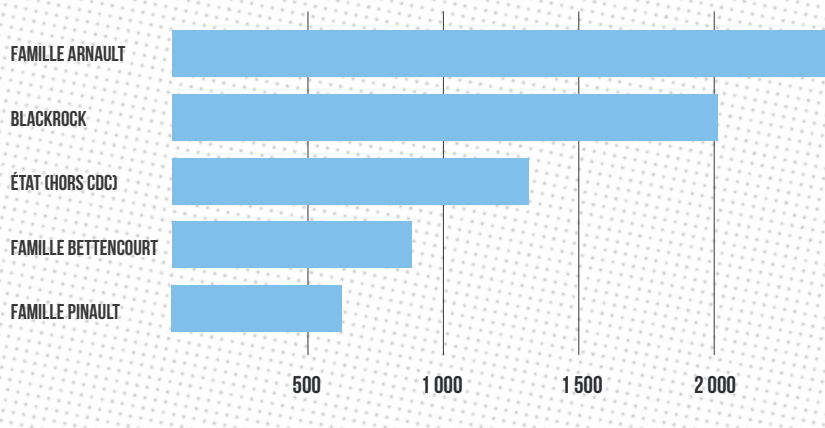
Les patrons du CAC40 seront en moyenne rémunérés à hauteur de 5,9 millions d'euros en 2021, pour une moyenne de 4,8 millions en 2020 (+23%). Globalement, **ce sont 236,8 millions d'euros qui ont été versés aux patrons du CAC40 à titre de rémunération.**

Les champions dans ce domaine sont les habitués Bernard Charlès (Dassault Systèmes, 44 millions), Daniel Julien (Teleperformance, 19,5 millions), Carlos Tavares (Stellantis, 19,1 millions) ou encore Paul Hudson (Sanofi, 10,9 millions). Certains estiment même la rémunération du PDG de Stellantis à 66 millions d'euros en comptant les actions et rémunérations qui doivent lui être versées sous condition de performance².

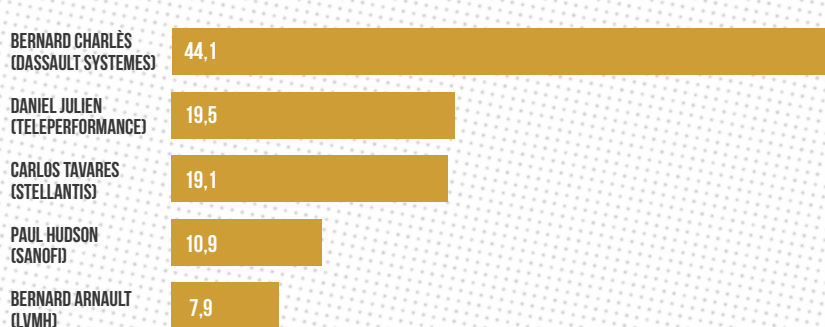
PENDANT CE TEMPS, LA MAJORITÉ DU CAC40 CONTINUE DE TAILLER DANS SES EFFECTIFS

Dans la foulée de l'épidémie de Covid-19, et dans la lignée de leur stratégie de réduction de l'emploi depuis des décennies, la majorité des groupes du CAC40 continue de tailler dans leurs effectifs. Stellantis »

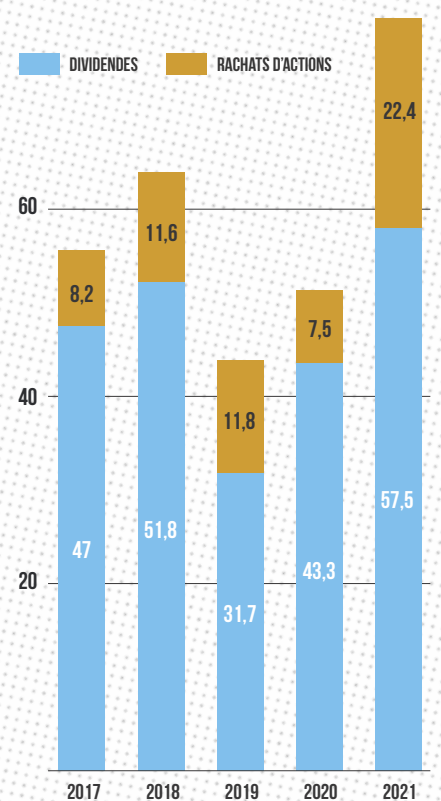
LES PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DES DIVIDENDES 2021 DU CAC40 (MILLIONS D'EUROS)



LES 5 PLUS GROSSES RÉMUNÉRATIONS PATRONALES DU CAC40 EN 2021 (MILLIONS D'EUROS)



LES DIVIDENDES ET RACHATS D' ACTIONS SUR LES PROFITS DE L'ANNÉE VOTÉS EN AG L'ANNÉE SUIVANTE (MILLIARD D'EUROS)





LES RÉSULTATS DU REFUS DE CONDITIONNER LES AIDES PUBLIQUES S'ÉTALENT DEVANT LES YEUX DE TOUS.

» a donc effacé plus de 17 000 emplois en 2021, ArcelorMittal et la Société générale plus de 9000, Total, Axa, Sanofi et BNP Paribas autour de 4000. Tous ces groupes figurent pourtant en tête du classement des profits réalisés en 2021. Se distinguent également Vivendi, Bouygues et Danone.

Au niveau des effectifs français, pour lesquels nous ne disposons que d'une information partielle (25 groupes sur 40 seulement donnent ce chiffre), on enregistre la suppression de 17613 emplois en 2021.

Au niveau global du CAC40, ces suppressions d'emplois sont compensées par l'explosion continue des effectifs de Teleperformance (+35000) et Capgemini (+55000), principalement pour des emplois à bas salaire situés dans des pays comme l'Inde. Globalement, le CAC40 supprime des emplois industriels en Europe et crée des emplois de services ailleurs dans le monde, emplois caractérisés par une main d'œuvre très jeune, relativement plus mal payée qu'en France et un fort turn-over.

Depuis le printemps 2020, le gouvernement a systématiquement refusé de conditionner les aides publiques nouvelles créées pour faire face à l'urgence et pour la relance à des critères stricts en termes de protection de l'emploi, de transition climatique, de transparence fiscale et de suspension des dividendes et de rachats d'actions. **La solidarité nationale a ainsi été mise au service des actionnaires et des patrons du CAC40, sans contrepartie.** Le gouvernement continue de créer

de nouvelles aides et refuse de mettre en cause le maquis des aides publiques au secteur privé, qui ne cesse de s'accroître depuis plus de 15 ans.

Aujourd'hui, alors que les résultats de son refus d'agir s'étalent devant les yeux de tous, le gouvernement s'illustre par un autre refus : celui de mettre en œuvre une taxation exceptionnelle des profits et des dividendes des grands groupes pour payer au moins une partie de la facture de la crise. ■

1 Voir la note Allô Bercy n°3: <https://multinationales.org/Pres-des-deux-tiers-du-CAC40-ont-battu-leurs-records-historiques-de-profits-en>

2 Ces chiffres incluent les rémunérations attribuées au PDG ou au DG au titre de l'année 2021 (ou 2020-2021 pour Alstom et Pernod-Ricard), sur l'ensemble du périmètre du CAC40, sans les éventuelles rémunérations futures sous condition de performance (dont bénéficie cette année par exemple Carlos Tavares).

3 Cette augmentation, qui fait suite à une perte de plus de 15000 emplois en 2020, semble s'expliquer en grande partie par l'intégration de Tiffany.



POUR EN SAVOIR PLUS : LE SITE ALLÔ BERCY :

<https://allobercy.multinationales.org>

